



## LES FRANÇAIS ET L'ECONOMIE : INTERET, PERCEPTION ET COMPREHENSION

Synthèse de l'enquête quantitative

*Novembre 2008*



**Contacts TNS Sofres :**  
**Département Stratégies d'opinion**  
Brice Teinturier / Fabienne Simon / Emeric Moison  
☎ 01 40 92 47 70/ 47 18 / 35 55

QLN/ GVA 18MV31



138, avenue Marx Dormoy  
92129 Montrouge cedex  
France

Tél. : 33 (0)1 40 92 66 66  
Fax : 33 (0)1 42 53 91 16  
Site Web : [www.tns-sofres.com](http://www.tns-sofres.com)

A la demande du Conseil pour la diffusion de la culture économique (CODICE), et dans le cadre de la première édition des Journées de l'économie, TNS Sofres a réalisé **du 4 au 5 novembre 2008 une étude quantitative sur les Français et la culture économique.**

Le dispositif mis en place par TNS Sofres repose sur **une enquête réalisée en face-à-face auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus.** La méthode retenue est celle des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) assortis d'une stratification par région et catégorie d'agglomération.

## I. Culture économique des Français : une importance qui n'est plus à démontrer, une pédagogie à renforcer

### A. Un déficit d'information problématique au regard des enjeux

#### 1. L'accès aux connaissances économiques : une nécessité pour réussir dans la vie...

Les Français en ont fait une conviction forte : de solides connaissances économiques sont nécessaires pour réussir dans la vie. **Près de trois Français sur quatre (73%) se déclarent ainsi d'accord avec l'affirmation selon laquelle « on a de plus en plus besoin de connaissances en économie pour réussir dans la vie ».** Une conviction d'autant plus forte chez les jeunes générations : 80% des 18/24 ans et 85% des étudiants s'accordent ainsi sur la nécessité de disposer d'une solide culture économique. L'intérêt et l'appétence pour l'économie ne se réduisent par conséquent pas, loin d'en faut, à une déclaration d'intention ni à une curiosité intellectuelle mais à une nécessité individuelle pour disposer des repères et des clés permettant de comprendre et de trouver sa place dans la société.

#### 2. ...mais un besoin qui ne semble pas couvert par l'information disponible

Si une grande majorité des Français est convaincue de l'importance de disposer de solides connaissances en économie, ceux-ci s'avèrent sévères sur l'accessibilité des informations en la matière. De fait, pour **73% des personnes interrogées, l'information économique se révèle peu accessible et compréhensible.** Notons à ce sujet que les personnes se déclarant « bien informés » et « très bien informés » en matière économique sont plus de 57% à juger que l'information demeure difficilement accessible.

Les économistes sont-ils pour autant responsables de cet état de fait ? **Interrogés sur le caractère concret des travaux des économistes, les Français apparaissent nettement divisés** : 42% des personnes interrogés estiment à ce titre que les économistes travaillent sur des thèmes concrets, quand 39% s'opposent à cette affirmation. Notons à cet égard la faible intensité des opinions sur ce thème, seuls 6% des Français se déclarant « tout à fait d'accord » sur le caractère concret des travaux des économistes. Cette question ne semble pas tranchée pour l'heure pour l'opinion publique.

### **3. Des Français qui demeurent majoritairement mal informés, tant sur les changements à l'œuvre dans l'économie que sur la crise financière**

**Près de deux Français sur trois (65%) se déclarent *in fine* « mal informés » sur les changements à l'œuvre dans l'économie**, alors que 3% des personnes interrogées seulement se disent « très bien informées » à ce sujet. Le constat du déficit d'information est donc très largement partagé dans l'opinion, mais inégalement partagé : les ouvriers sont 77% à se déclarer « mal informés ».

**Les événements récents liés à la crise financière ne remettent pas en cause ce constat général : le niveau d'information des Français au sujet de la crise se révèle ainsi plutôt insuffisant.** Près d'un Français sur deux se dit « mal informé » sur l'intervention de l'État dans la crise actuelle (48%) et sur la crise financière et économique actuelle (50%). Au sujet de l'intervention de l'Etat dans la crise actuelle, les sympathisants de gauche (54%), de même que les ménages dont les revenus sont les plus faibles (62%) se disent plus largement touchés par ce déficit d'information. Plus particulièrement, près de deux Français sur trois se déclarent « mal informés » sur la situation des banques depuis le début de la crise actuelle (65%), sur la situation des entreprises face à la crise actuelle (66%) et sur l'interdépendance des pays dans la crise actuelle (64%).

**Et, si l'impact de la crise est réel sur le fait de se tenir davantage au courant, il est en revanche faible sur des points précis de connaissances.** De fait, si 56% des Français se disent avoir davantage suivi l'actualité ces dernières semaines, ceux-ci n'ont pas majoritairement cherché à mieux comprendre les mécanismes économiques (35%), ni même à s'informer sur la situation financière de leurs banques (24%), ou encore les pratiques de leurs banques (18%). En les soumettant à un flot d'informations économiques croissant, la crise ne donne pas aux Français davantage de clés pour mieux décrypter les mécanismes économiques.

## **B. Quelles informations ? Quels média de référence ?**

### **1. Les attentes des Français : des informations sur les sujets qui les préoccupent individuellement**

Pouvoir d'achat, système de protection sociale, chômage...**Les Français sont tout particulièrement demandeurs d'informations sur les éléments les impactant directement dans leur vie de tous les jours.** Les évolutions enregistrées depuis février 2007 sont tout à fait révélatrices de l'importance prise par certains sujets : la thématique du pouvoir d'achat (+14 points sur la période considérée) et le système de protection sociale (+8 points) principalement. A contrario, les Français s'avèrent aujourd'hui moins en demande d'informations concernant les conséquences de la mondialisation (20% / -10 points) et le budget de l'Etat (30% / -7 points). Aux interrogations sur la santé financière de l'Etat et sur la globalisation des échanges – sujets macro-économiques - se sont ainsi substituées des préoccupations du quotidien.

### **2. La télévision comme principale source d'information...mais à chaque media son public**

Sans surprise, **pour près de 3 Français sur 4 (74%), la télévision s'impose comme le principal canal d'information en matière d'information économique**, bien avant la presse écrite (44%), la radio (37%), Internet (28%), et les discussions avec les amis/collègues (24%).

Pour autant, **de nombreux particularismes peuvent être soulignés.** Pour 59% des cadres, la presse écrite constitue une des sources d'informations principales, quand les 18/24 ans sont 48% à citer Internet comme l'une des sources d'information principales. L'importance du média Internet s'impose par ailleurs comme une source d'information très clivante, les résultats étant largement corrélés à la catégorie socio-professionnelle (51% des cadres et profession intellectuelle) et à l'activité professionnelle (36% des actifs).

A côté de la télévision, tous les media jouent un rôle conséquent auprès de certains publics en matière d'information économique, d'où l'importance de jouer de la pluralité et de la complémentarité de ces canaux pour répondre aux besoins des Français.

## **C. Adapter les contenus existants et généraliser l'initiation à l'économie pour tous les élèves du secondaire : deux solutions plébiscitées**

### **1. Modifier l'existant plutôt que développer l'offre d'information**

**Face au constat d'un déficit d'information en matière économique, quelles solutions sont plébiscitées par les Français ?** Toutes les propositions soumises dans le cadre de cette enquête reçoivent un accueil très positif. Dans le détail toutefois, leur réponse va dans le sens d'une évolution qualitative plus que quantitative. De fait, les Français souhaitent prioritairement adapter les contenus existants, plutôt que de favoriser l'émergence de nouvelles offres (conférences, débats). Très majoritairement, ceux-ci jugent utiles d'adopter un langage plus simple pour parler d'économie (92% jugent la proposition « utile », dont 52% « très utile »), d'aborder des sujets davantage ancrés dans la vie quotidienne (91%) et de proposer des programmes scolaires liés à l'économie plus en phase avec la réalité (90%). L'organisation de formations gratuites (77%), de conférences et de débats ouverts (71%), si elles rencontrent un franc soutien dans l'opinion, ne reçoivent pas le même accueil que l'amélioration qualitative de l'offre existante.

### **2. L'initiation à l'économie pour tous les élèves du secondaire : une évolution logique**

**Logiquement, compte tenu de l'intérêt pour le sujet et des carences largement reconnues, 85% des Français se révèlent favorables à une initiation à l'économie dès le secondaire** (dont 36% de personnes interrogées « tout à fait favorable » au projet). A titre de rappel, en 2007, 87% des Français se disaient d'accord avec l'affirmation suivante : « Les bases de l'économie devraient faire partie des matières obligatoires à l'école, avec des cours spécifiques ». Moins largement favorables au développement de l'offre pour le grand public qu'à l'amélioration de l'offre existante, les Français confirment ainsi la place particulière de l'éducation des jeunes générations pour le développement d'une connaissance commune en matière d'économie.

***Comprendre l'économie, dans quel but ? Si les Français reconnaissent pleinement l'importance de la culture économique, et appellent à une plus grande pédagogie en la matière, c'est in fine pour mieux comprendre le monde actuel (42% de citations) et savoir tirer profit des opportunités financières (37% de citations). Autant de bénéfiques qui répondent à des préoccupations majeures dans le contexte de crise financière.***

## II. Une amplification des crispations dans le contexte actuel

### A. Des Français qui restent structurellement pessimistes et convaincus de l'impact de la crise actuelle sur leur situation personnelle

Le pessimisme structurel sur le sort des générations futures paraît très largement partagé : les Français **sont 71% à se déclarer inquiets pour le sort de leurs enfants**, et pensent que leur situation matérielle sera moins bonne que celle de leur génération.

Ceux-ci se révèlent par **ailleurs majoritairement convaincus des conséquences de la crise économique et financière sur leur quotidien** : 59% des personnes interrogées estiment que la crise aura un impact sur leur situation personnelle, dont 46% un impact « assez important ». Notons à ce titre que seuls 7% des personnes interrogées déclarent que la crise ne les impactera pas dans leur quotidien.

Désormais certains du lien entre les grandes évolutions économiques et leur situation personnelle, le contexte anxiogène dans lequel les Français se trouvent conduit à se poser d'autres questions :

- Comment les Français appréhendent-ils les différentes notions économiques ?
- Quels liens font-ils entre les différents volets de l'économie ?
- Qui a aujourd'hui leur confiance ?

### B. La dégradation des perceptions des notions économiques

A ce pessimisme structurel et conjoncturel répond une crispation des Français sur les notions économiques. En la matière, les jugements apparaissent particulièrement tranchés : si les notions économiques du quotidien sont perçues positivement par les Français - la formation (79% d'évocations positives), l'entreprise (70% d'évocations positives), les éléments relatifs à la capitalisation boursière – stocks options (61% d'évocations négatives), la bourse (65% d'évocations négatives) – font les frais des récents événements dans l'économie mondiale.

Les évolutions enregistrées depuis 2002 sont par ailleurs importantes et fortement orientées à la baisse, comme la lecture des indices le souligne.

	Indice 2002	Indice 2008	Évolution
Formation	-	+64	
Entreprise	-	+47	
Participation	+62	+44	↘
Concurrence	+44	+37	↘
Libre-échange	+53	+32	↘
Etat	-	+24	
Syndicat	+31	+18	↘
Flexibilité	+28	+12	↘
<b>Euro</b>	<b>+44</b>	<b>-4</b>	↘
Nationalisation	-7	-1	↗
Profit	-4	-16	↘
Mondialisation	-8	-16	↘
Protectionnisme	-17	-17	=
Capitalisme	-34	-35	↘
Fonds de pension	-	-31	
Privatisation	-7	-35	↘
Bourse	-5	-43	↘
Stocks-options	-16	-52	↘

Question : En pensant à l'économie, dites-moi si chacun de ces mots évoque pour vous quelque chose de positif ou de négatif ?

### C. A qui faire confiance pour contribuer au bon fonctionnement de l'économie française ?

Les associations de consommateurs et les créateurs d'entreprise s'affichent en tête du palmarès, avec respectivement 84% et 70% des personnes interrogées témoignant leur confiance à leur égard. Parallèlement, les dirigeants des grandes entreprises (59% de « pas confiance ») et les responsables politiques (63% de « pas confiance ») pâtissent d'une image très négative dans l'opinion. Le clivage « grands » / « petits », « ceux d'en haut / ceux d'en bas » s'exprime ici pleinement et mêle dans un même groupe élites politique, économique et médiatique.

Au-delà de ce clivage, il importe de remarquer la présence dans le trio de tête des économistes et experts en économie, dont la légitimité pour contribuer au bon fonctionnement de l'économie est réelle (56%). A noter : les Français n'accordent pas majoritairement leur confiance aux journalistes (55% de « pas confiance ») pour contribuer au bon fonctionnement de l'économie française.

## **D La tentation de l'expatriation ?**

Dans un contexte de pessimisme structurel, la tentation d'un ailleurs est forte. De fait, le départ pour l'étranger, s'impose comme une hypothèse envisageable pour un tiers des Français (30%) et près de la moitié des plus jeunes générations (46% des 18-24 ans, 48% des 25-34 ans).